

**Refusons de travailler plus, plus longtemps  
pour des revenus de misère**

**Sud**  
CULTURE Solidaires

**POUR UN DROIT À UNE VIE HORS EMPLOI : RETRAITE, CHÔMAGE  
HALTE À LA CASSE DE NOS DROITS SALARIAUX !**

**Tout notre système de Sécurité sociale est aujourd'hui attaqué par le Capital...**

Retraites, santé, famille et assurance chômage... L'ensemble de ce système solidaire conquis de haute lutte par les travailleur-euses est encore en grande partie financé par notre salaire à travers sa partie socialisée que sont les cotisations sociales.

**Mais les dizaines de milliards d'exonérations décidées par l'État n'ont eu de cesse de le mettre à mal.**

Jamais compensées et offertes au patronat au nom du sacro-saint coût du travail, le voilà le fameux déficit décrié. Le choix de saborder la Sécurité Sociale en sacrifiant ses recettes, relève de la cynique valorisation d'intérêts financiers d'une minorité en dépit de toute nécessité sociale et humaine.

**Tant pis au passage si les retraites fondent. Tant pis si l'on meurt par manque de soin.  
Tant pis si la pauvreté ne cesse de croître...**

**Le montant des salaires net revenant aux  
travailleur-euses, producteur de richesse, se  
transforme en survie.**

Se loger, se nourrir, se chauffer, se soigner, se déplacer, se cultiver... est devenu un luxe aujourd'hui. Quid des sans-emplois, apprenti-es, étudiant-es, retraité-es et de toutes celles et ceux qui travaillent de manière discontinue en jonglant avec des « bouts » de salaire ou des minimas sociaux...

**Alors que « dans le même temps » 82 milliards de  
dividendes ont été distribués aux actionnaires en  
2022 et l'évasion fiscale avoisine toujours les 80  
milliards/an.**

**Pour nos retraites  
le 31 janvier**



**NOUVELLE  
DÉFERLANTE**

Union  
Solidaires

**DE GRÉVISTES !**

## **SUD culture revendique :**

- L'abrogation de toutes les réformes antisociales : retraites, assurance chômage, conditionnement du RSA à des heures de travail, loi Kasbarian contre les locataires en précarité et les sans-logis occupant des locaux vacants, loi sur l'immigration (renforcement des procédures d'expulsion des étranger-es)
- La retraite à 60 ans et à 100 % du meilleur salaire (retraite = continuité du salaire) avec 37,5 années de cotisations et suppression de la décote. Pas de retraite ni d'indemnité chômage en dessous du SMIC porté à 1 700 € net.
- Des indemnités chômage pour tou-tes les sans-emploi avec ou sans papiers et dès 18 ans (au minimum SMIC)
- La continuité du salaire entre deux emplois avec maintien de la qualification « Je perds mon emploi, je garde mon salaire ».
- La hausse des cotisations patronales et l'arrêt des exonérations. En guise de cadeaux faits au Patronat, chaque année l'État nous vole 20 milliards/an de cotisations sociales pris sur nos salaires, 80 milliards pour la seule année 2021 (année du Covid).
- L'égalité salariale femmes / hommes, l'augmentation du SMIC à 1 700 € net et la mise en œuvre de l'échelle mobile des salaires (indexation de tous les salaires sur l'inflation). Ces mesures permettraient de faire rentrer des dizaines de milliards de cotisations sociales dans nos caisses.
- Le blocage des prix des produits de 1<sup>re</sup> nécessité : alimentation, eau, énergies... ainsi que le plafonnement des loyers.
- La titularisation de tou-tes les travailleurs-euses des fonctions publiques d'état, territoriale et hospitalière, sans condition ni de concours, ni de nationalité.
- La mise en place partout des 32 h hebdomadaires sans perte de salaire, de recrutements massifs dans les services publics d'emplois statutaires et pérennes ainsi que dans les secteurs économiques écologiquement et socialement utiles en privilégiant, entre autres, les coopératives de production et non les entreprises capitalistes.
- L'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits ou qui organisent frauduleusement leurs pertes.

## **Tout est question de rapport de force.**

Entre 1946 et 1967 les organisations de salarié-es étaient majoritaires dans la gestion des caisses de la Sécurité Sociale. Pour la première fois, la classe ouvrière organisée était en mesure de diriger une partie significative de l'activité économique du pays. Alors pourquoi ce qui fut possible à cette époque ne le serait-il pas aujourd'hui ?

## **Vivre dignement et bien vivre n'est pas une option.**

C'est un choix de société qui découle d'une transformation sociale radicale plus que jamais nécessaire pour sortir du système capitaliste qui nous exploite et détruit notre planète.

## **Refusons toute baisse de droits et luttons pour des changements radicaux**

# **TOUTES ET TOUS EN GRÈVE, DANS LA RUE, EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE POUR DÉFENDRE NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE**